



LA SCIENCE ÉCONOMIQUE PEUT-ELLE AIDER L'AFRIQUE ?

SÉANCE DU 15 JANVIER 2004

*Avec Jean-Paul Azam, chercheur en économie
et Zéphirin Mouloungui, chercheur en chimie, originaire du Congo.*

LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE AGRICOLE DE FONTLABOUR, (ALBI TARN)

380 élèves accompagnés de leurs enseignants ont assisté à cette séance qui se déroulait dans le vaste amphithéâtre du Lycée d'enseignement général et technologique agricole de Fontlabour, à Albi (Tarn). Inscrits en Première, Terminale, BTS ou en classe préparatoire Post-BTS, dans des filières différentes, ils étaient issus de quatre établissements en plus du Lycée d'accueil : les Lycées agricoles d'Auzeville (31), de Montauban (82) et de Rodez (12), ainsi que le lycée polyvalent Maréchal Sault, de Mazamet (81).





L'UNIVERSITÉ DES LYCÉENS

UNE EXPÉRIENCE PILOTE EN MIDI-PYRÉNÉES POUR METTRE LA SCIENCE EN CULTURE

En France et en Europe, la régression des effectifs étudiants dans certaines filières scientifiques préoccupe les pouvoirs publics. Ce phénomène pose à moyen terme le problème du renouvellement des cadres scientifiques et techniques, des enseignants et des chercheurs. De plus, le désintérêt des jeunes à l'égard de la science risque de nuire au débat démocratique sur les choix d'orientation de la recherche et de ses applications. La revalorisation de la place de la science dans la cité est d'ailleurs l'une des priorités du Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Recherche.

LA CONNAISSANCE ET LA CULTURE SCIENTIFIQUE AU CŒUR DES RAPPORTS ENTRE LA SCIENCE ET LA SOCIÉTÉ

La Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA), créée dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Midi-Pyrénées 2000-2006, a pour vocation, au plan régional et national, de favoriser l'information, les échanges et le débat entre la science et la société. Elle est à l'initiative de l'Université des Lycéens : une série de rencontres visant à rapprocher les chercheurs, les professionnels, les lycéens et leurs enseignants. Cette démarche destinée aux lycéens de Midi-Pyrénées et qui devrait à terme être transposée dans d'autres régions de France, voire d'Europe, est réalisée en partenariat avec : l'Académie de Tou-

louse, le centre régional de documentation pédagogique, le comité national des programmes et le cercle Pierre de Fermat.

UNE INITIATIVE POUR SENSIBILISER LES JEUNES À LA CULTURE SCIENTIFIQUE

Les principaux objectifs de l'Université des Lycéens sont :

- Inscrire les sciences, les technologies et les techniques dans la culture générale afin de permettre aux jeunes de se forger un esprit critique,
- Redonner du sens aux savoirs scientifiques en montrant les passerelles existant entre les disciplines, les relations entre la science et le contexte socio-économique et culturel, ainsi que les liens entre les savoirs et les métiers,
- Incarner la science à travers l'exemple du parcours de scientifiques venus à la rencontre des élèves pour « raconter » la science et dialoguer.

UNE QUESTION, UNE DISCIPLINE, UNE TRAJECTOIRE

- La découverte d'une discipline scientifique : chaque séance, animée par l'équipe de la MAA, fait intervenir un chercheur, le conférencier principal, qui explore un champ scientifique à travers sa trajectoire individuelle, mais aussi à travers l'histoire collective de sa discipline : les grands enjeux, les questionnements, les perspectives.
- La confrontation des approches et l'interdisciplinarité : en contrepoint du conférencier principal, un intervenant de discipline ou de secteur professionnel apporte son point de vue et réagit aux propos du chercheur.
- Un dialogue avec les lycéens : à l'issue de ces exposés, une heure est consacrée au débat entre les lycéens et les intervenants.

UN ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE DES CLASSES

- L'édition d'un dossier préparatoire permet aux enseignants de préparer le débat en amont : listes des ressources documentaires, biographies des intervenants, principaux points de repères sur les sujets...
- La diffusion du contenu des séances est assurée par la mise en ligne sur les sites de la MAA www.agrobiosciences.org et de ses partenaires, ainsi que par la diffusion d'un document écrit.

UNE ÉVALUATION DES SÉANCES

La mise en place et la validation d'un protocole d'évaluation sont assurées par des chercheurs de l'équipe de recherche en didactique des sciences, à l'École Nationale de Formation Agronomique, auprès des lycéens : recueil de leurs réactions, appréhension des évolutions de leur opinion et de leur appropriation des connaissances.



LE SUJET

« LA SCIENCE ÉCONOMIQUE PEUT-ELLE AIDER L'AFRIQUE ? »

UNE SCIENCE QUI DOIT S'ADAPTER À DIFFÉRENTES RÉALITÉS

La science économique ne se préoccupe pas seulement des richesses et des profits. Elle peut aussi présenter un visage plus humain, impliquer une pratique de terrain, aider au développement et à la paix de pays pauvres... Car les mécanismes et les lois que les économistes ont progressivement décrits fonctionnent partout dans le monde, dès lors qu'il y a des hommes et des marchandises. Mieux : la science économique peut continuer à progresser dans les connaissances et à mettre au point de nouveaux outils, à condition de sortir des chemins battus, d'accepter de se « frotter » aux réalités du terrain, parfois bien loin des marchés boursiers et des pays dits développés, et de refuser les solutions toutes prêtes.

Au-delà du développement, la science économique peut même intervenir pour pacifier certaines régions d'Afrique. C'est en tout cas le point de vue que développe Jean-Paul Azam : la baisse, la disparition ou la captation des revenus d'une partie des populations seraient souvent la cause profonde des conflits armés et des guerres civiles.

GUERRES ET MALNUTRITION

Le continent africain couvre 22 % de la surface du globe et rassemble environ 800 millions d'habitants, ce qui est assez faible au regard de son étendue. Continent le plus chaud du globe, il compte 54 pays répartis entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, avec de nombreuses disparités. Il

compte 34 pays classés parmi les plus pauvres de la planète.

Les handicaps de l'Afrique sont nombreux : climats et sols peu favorables à la production agricole – il y a là les régions les plus arides du monde et celles qui sont les plus arrosées –, médiocrité des infrastructures, faiblesse des moyens voués à l'éducation et à la santé, espérance de vie inférieure à celle des pays développés, instabilités politiques, augmentation catastrophique de l'épidémie de sida, crises alimentaires à répétition... En l'an 2000, 200 millions d'Africains, dont 30 millions d'enfants de moins de cinq ans, souffraient de malnutrition.

DE PRÉCIEUSES MATIÈRES PREMIÈRES... À BAS PRIX

En revanche, l'Afrique bénéficie de richesses minières et pétrolières, ainsi que de produits agricoles recherchés, cultivés et souvent développés à l'époque des Colonies. Citons notamment le café, le cacao, le coton et l'arachide. Seulement voilà : la culture trop intensive de ces produits a abîmé les sols et, surtout, l'Afrique connaît une forte concurrence internationale – notamment celle de l'Amérique Latine - qui provoque une baisse des prix, et, du même coup, des situations de grande pauvreté chez les agriculteurs.

LA CONFÉRENCE

« ET SI C'ÉTAIT L'AFRIQUE QUI POUVAIT AIDER L'ÉCONOMIE ? »

Cela fait dix-huit ans que Jean-Paul Azam travaille sur l'économie africaine. Une expérience qui a rendu prudent ce chercheur aux allures de sympathique baroudeur : inversant la question posée, il préfère d'ailleurs cette autre interrogation qui inverse la donne : « L'Afrique peut-elle aider la science économique ? ». Refusant la prétention de la théorie économique à vouloir s'appliquer à tous de la même façon, selon des recettes toutes prêtes, il préfère n'en garder que certains de ses aspects les plus utiles, quitte à se forger ses propres méthodes de travail pour mieux les adapter aux réalités du fonctionnement de l'Afrique. Un fonctionnement qu'il juge rationnel et intelligent : « les paysans africains comprennent mieux comment marche l'économie que la plupart des fonctionnaires ».

QUAND UN LITTÉRAIRE SE PASSIONNE SOUDAIN POUR L'ÉCONOMIE

« Je commencerai par évoquer mon parcours, qui n'est pas très classique. J'ai en effet passé un Bac A4, qui correspond à l'actuel Bac L mais qui maintenait quelques heures de mathématiques. J'étais donc littéraire mais pas totalement imperméable aux mathématiques. Si on ne m'en mettait pas trop à la fois, j'arrivais à comprendre un peu ! Je suis ensuite entré à la Faculté de Sciences Économiques à Toulouse, puis j'ai penché pour la sociologie qui me paraissait plus attrayante, avant de revenir à l'économie. J'ai appris les maths en me débrouillant plus ou moins bien et en bossant. Et j'ai fini par faire un DEA de mathématiques appliquées à l'écono-



JEAN-PAUL AZAM : UN ANCIEN LITTÉRAIRE DEVENU ÉCONOMISTE

Cet ancien lycéen en filière littéraire, qui s'était d'abord essayé à la sociologie en Université, est devenu professeur agrégé de sciences économiques.

Il enseigne à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, où il dirige également le laboratoire ARQADE (Atelier de Recherche quantitative Appliquée au Développement Économique). Il est aussi directeur de recherche à l'Institut d'Économie Industrielle et membre de l'Institut Universitaire de France.

Spécialiste de l'économie des pays africains, il a été distingué par le Prix Mohamed El Fasi pour ses recherches en économie du développement, en 1998. Il a mené de nombreuses missions sur le continent africain, ainsi que pour des organisations mondiales telles que la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale de la Santé. Il enseigne régulièrement dans des Universités du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.

mie ! Mais il y a eu ensuite un élément essentiel dans ma vie, dû à un simple hasard. Dans les cours d'économie que je suivais, les enseignants citaient souvent des auteurs anglais. Cela m'a poussé à rentrer dans une petite librairie anglaise qui se situait rue des Lois. J'y ai trouvé des textes scientifiques de grands économistes anglais qui m'ont beaucoup plu et qui m'ont donné envie d'aller étudier en Angleterre. Coup de chance extraordinaire, j'ai obtenu une bourse et j'ai pu aller à la *London School of Economics* - une des plus grandes écoles d'économie d'Europe. J'y suis resté plusieurs années, dont des mois de galère, sans argent, mais j'ai obtenu un doctorat anglais - le « Ph. D ».

De retour en France, je me suis présenté à l'Agrégation. J'ai été classé dernier ! J'ai donc repris mes études, refait un doctorat français et repassé l'agrégation.

Cela fait un peu vieux combattant qui raconte ses campagnes, le coude sur la cheminée, mais je souhaitais vous montrer, à travers cet itinéraire, qu'il ne faut pas hésiter à sortir des sentiers battus. Il faut avoir le courage de suivre des stratégies un peu inhabituelles : on peut très bien réussir avec des parcours originaux.



« NOUS AVIONS DE NOMBREUSES IDÉES FAUSSES SUR L'AFRIQUE »

Pourquoi me suis-je mis à travailler sur l'Afrique ? En 1985, alors que je commençais tout juste à enseigner, j'ai eu la possibilité d'aller faire une mission d'enseignement en Côte d'Ivoire, à Abidjan. Et là, j'ai eu un immense coup de cœur : je rencontrais des étudiants qui avaient une soif d'apprendre inimaginable, une volonté de savoir, une capacité d'attention, une curiosité, une envie de travailler qui m'ont vraiment épaté. Sans oublier les autres enseignants, des jeunes passionnés, dévoués à leur Université, qui souhaitaient construire une culture, un pays. Cela m'a bouleversé. J'ai toutefois éprouvé une grande honte qui m'a fait comprendre autre chose : à la fin de mon séjour à Abidjan, à la demande de l'Université, j'ai donné une conférence sur la **macroéconomie**, comme on les fait dans les universités françaises ou anglaises. Je ne me suis jamais senti aussi ridicule de ma vie. Certes, les étudiants écoutaient, prenaient des notes, posaient des questions, mais je me rendais compte que ce que j'enseignais était complètement « à côté de la plaque ». Mon propos n'avait aucun sens pour des Ivoiriens. Nos théories n'étaient pas du tout adaptées à leur situation économique.

Sans oublier qu'à l'époque, nous avions de nombreuses idées fausses sur l'Afrique. C'est un continent où les pays riches sont très présents. L'Europe et les États-Unis donnent beaucoup d'argent et de conseils, mais ils imposent en échange beaucoup de choses, sans chercher à comprendre ce qui se passe sur place. Nous leur proposons des solutions toutes faites avec une attitude souvent paternaliste, en considérant que les Africains n'étaient pas capables de comprendre par eux-mêmes leurs problèmes. Il y avait même du mépris pour les paysans. Ces recettes toutes prêtes que les pays du Nord appliquaient sans réfléchir à l'Afrique ont fait faire de grosses erreurs, qui ont coûté cher à ces populations.

La façon dont nous enseignons l'économie dans nos universités donne le sentiment d'une vision universelle : les mêmes lois et les mêmes théories économiques s'appliqueraient au monde entier. Et donc aussi à l'Afrique. Mais, selon moi, toutes les économies ne fonctionnent pas de la même façon. L'Afrique de l'Ouest est différente de l'Afrique de l'Est ou de l'Afrique Australe. L'Afrique francophone est différente de l'Afrique anglophone, ou lusophone. Chacune a des constitutions, des organismes, des mécanismes et des cultures spécifiques

La macroéconomie est l'économie qui s'intéresse aux comptes du pays tout entier – le revenu national, la dette extérieure etc. - par opposition à la microéconomie qui s'intéresse aux comptes des « agents économiques », comme le budget des ménages ou des entreprises.

dont il faut tenir compte et qu'il faut apprendre à utiliser. Le climat du Sahel n'a rien à voir avec celui de la forêt d'Afrique équatoriale, les ressources naturelles non plus. Ainsi, la Côte d'Ivoire a besoin des paysans pour cultiver le café et le cacao. Si le pays veut gagner de l'argent, il doit veiller à la survie de ces agriculteurs. En revanche, en Sierra Leone, où la richesse vient des diamants, la vie des travailleurs ne vaut pas grand-chose, car ramasser des diamants ne demande pas de savoir-faire particulier et l'on trouvera toujours des gens pour le faire. Vous le voyez, le fait d'avoir des ressources naturelles différentes a des conséquences sur les priorités économiques.

« IL FAUT FABRIQUER SES PROPRES OUTILS THÉORIQUES »

Alors, comment fait-on quand on débarque sur un sujet qui n'existait pas à l'époque, en l'occurrence celui de l'économie africaine ? Au milieu des années 80, deux ou trois personnes seulement dans le monde s'y intéressaient. Il nous a fallu commencer par identifier les vrais problèmes, en allant sur place discuter avec les gens : les entrepreneurs et les fonctionnaires, parce qu'ils ont beaucoup de pouvoir, mais aussi les paysans ou les enfants de la rue. Ensuite, que devait-on faire de la théorie économique moderne qu'on apprend à l'université ? Elle existe et elle est utile, à condition de choisir ses outils d'analyse en fonction des problèmes identifiés. Beaucoup de chercheurs font l'inverse. Ils apprennent une technique et se disent : « Ah, tiens, à quoi je pourrais l'appliquer ? ».

Et puis, il faut prendre ses affaires en main : tous les outils théoriques dont vous avez besoin n'existent pas forcément dans un livre ou dans une armoire. Il faut que vous fabriquiez aussi les vôtres. Par exemple, est-ce qu'il faut faire des maths ? Oui, mais il ne faut pas que ce soit les maths qui vous maîtrisent. C'est à vous de maîtriser l'outil, comme un savoir qui vous économise de la peine et vous permet d'avancer plus vite.

Qu'avons-nous gardé de l'économie qui se prétendait universelle ? D'abord, le principe de rationalité sur lequel elle est basée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie qu'on ne peut rien expliquer si on pense que les gens sont idiots. Un exemple : un terroriste vient de se suicider en faisant exploser une bombe dans un café de Tel-Aviv, de Riad ou de Marrakech. Si vous vous contentez de dire qu'il est idiot, vous n'avez rien expliqué. Il faut comprendre les raisons qu'on a d'agir. Car les comportements des gens obéissent la plupart du temps à des motifs rationnels qu'il faut analyser.

La science économique permet de le faire, notamment avec un outil qu'on appelle la Théorie des jeux. C'est une théorie née en 1944 sous la plume d'un mathématicien, John Von Neumann, et d'un économiste, Oskar Morgenstern. Ces deux Autrichiens ont quitté leur pays au moment de la montée du nazisme et se sont retrouvés dans des universités



américaines. Leur théorie, qui constitue aujourd'hui une des branches des mathématiques, part d'une question : que se passe-t-il quand plusieurs individus agissent ensemble ou l'un contre l'autre, avec des objectifs différents ? Comment vont-ils faire pour trouver une position ou une répartition des ressources ou une solution à leurs problèmes qui satisfasse tous les participants au jeu ? À partir de là, ces deux chercheurs ont créé un modèle pour décrire les solutions que les participants vont accepter ou refuser, en fonction des conséquences pour chacun. De même, l'économétrie est essentielle en économie. C'est une méthode statistique qui cherche à étudier les relations entre des séries. Calculer la moyenne des notes d'une classe, c'est une statistique. Vous pouvez ensuite calculer la variance : dans les classes où tout le monde a à peu près la même note, la variance est faible. Elle est forte au contraire quand les notes sont très écartées. Dans cet exemple, il n'y a qu'une variable (les notes). L'économétrie, elle, étudie les relations entre plusieurs variables. Par exemple, quelle est la corrélation entre les notes de maths et les notes de philo dans la classe de terminale. C'est déjà de l'économétrie. Mais, évidemment, l'économétrie permet d'aller beaucoup plus loin et de tester des hypothèses, sur la manière dont fonctionne le monde par exemple.

« LES PAYSANS ONT TOUT COMPRIS »

Par rapport à l'Afrique, que devient l'idée de rationalité des comportements et qu'est-ce qu'elle nous permet de comprendre ? Prenons les paysans africains, dont on nous a dit, après la décolonisation et pratiquement jusqu'au milieu des années 80, que leur comportement était gouverné par la coutume : ils cultivent de l'arachide parce que leur père faisait déjà cette culture. Ou encore, ils élèvent tel troupeau parce que dans leur ethnie, ces animaux ont une valeur symbolique. En tout cas, ce n'était jamais, soi-disant, pour des raisons économiques. Cela voulait dire qu'on pouvait les taxer tant qu'on voulait, leur acheter leurs chèvres ou leur coton à n'importe quel prix, parce que de toute façon, ils allaient continuer à produire...

J'ai été parmi les premiers qui se sont battus contre cette idée, notamment lors d'une mission au Mozambique en 1987. C'était à l'époque le principal producteur mondial de noix de cajou. Celle qu'on grignote à l'apéritif et qui est la base de la ration de survie de l'armée américaine, car elle a une valeur nutritive énorme. Comme il y avait un énorme marché pour ce produit, le gouvernement mozambicain payait la noix de cajou aux paysans à un bon prix, sauf qu'ils ne pouvaient rien s'acheter avec cet argent : le gouvernement contrôlait aussi le commerce et il n'y avait rien dans les magasins. Ce qui revient à dire qu'il ne payait pas les paysans puisqu'ils ne pouvaient rien obtenir en échange. Le gouvernement pensait que ces paysans allaient quand même continuer à produire, à se faire voler leurs

noix de cajou qui étaient ensuite vendues aux Américains. Cela n'a pas été le cas : tout d'un coup, la production a été divisée par dix ! Les paysans en avaient marre d'aller dans les vergers, infestés de petits serpents, pour ramasser des noix de cajou. Ils ne voulaient plus jouer le jeu. Ils restaient devant le verger en disant : « Si vous voulez des noix de cajou, vous allez vous les chercher ! ». Mon étude d'économétrie portait là-dessus, sur leur rationalité.

Ensuite, je suis allé en mission au Ghana, où un organisme d'Etat achetait les récoltes de cacao aux paysans qu'il leur payait dix fois moins que le prix mondial. Que faisaient les paysans ? Évidemment, il a fallu aller voir sur place pour s'en rendre compte. Ils empaquetaient trente kilos de fèves de cacao, la femme prenait ces sacs sur la tête, passait la frontière et allait vendre le cacao en Côte d'Ivoire, à un meilleur prix. Le gouvernement pensait, lui, que la récolte s'était effondrée, que les cacaoyers devaient avoir des maladies, ou qu'il devait y avoir la sécheresse.

DES RÉCOLTES STOCKÉES...

Même chose en Angola, pays en guerre civile permanente, et qui produit du café. Durant ces conflits, impossible de trouver du café sur les marchés. La récolte avait été soi-disant très mauvaise. À cette époque, il y avait également une inflation de l'ordre de 1 000 % par an... C'est énorme. Puis il y a eu un cessez-le-feu entre le gouvernement et la rébellion et l'inflation est brusquement redescendue. On a vu instantanément arriver sur le marché des quantités phénoménales de café ! Pourtant, il faut savoir qu'une fois planté, le caféier met cinq ans avant de produire pleinement. Comment se fait-il que la production de café qui était pratiquement nulle est devenue énorme en l'espace de quelques mois ? Les paysans ont tout simplement stocké leur café quand l'argent n'avait aucune valeur. Vous le voyez, la rationalité économique est partout. Et les paysans africains comprennent mieux l'économie que la plupart des fonctionnaires.

J'ajoute le cas de Madagascar où, en 1992, j'ai fait une enquête sur le marché du riz. Seuls les paysans savaient expliquer les mécanismes réels de ce marché. Au Ministère de l'Agriculture, personne n'était capable de comprendre pourquoi les prix montaient ou baissaient, pourquoi il y avait abondance de riz et soudain, plus un sac. En fait, en discutant avec les agriculteurs, on se rendait compte au contraire que ce marché fonctionnait très bien avec la loi de l'offre et de la demande et avec la spéculation. L'un d'entre eux m'a ainsi dit en substance : « Non, cette année, je ne vends pas mon riz parce que de toute façon, le gouvernement n'a pas de devises, la Banque centrale n'a plus de dollars. Elle ne pourra donc pas importer de produits cette année, ce qui veut dire que nos prix vont flamber. Alors je stocke et je ne vendrai qu'à la fin de l'année ».



L'ÉCONOMIE PERMET-ELLE D'ÉVITER LA GUERRE ?

Je terminerai par l'économie des conflits, qui constitue l'un de mes sujets de recherche. L'Afrique est un continent qui subit énormément de violences politiques, de guerres civiles, de massacres. Or je crois que l'économie permet de prévenir ces conflits et j'ai espéré pendant longtemps qu'elle pouvait les empêcher.

En Afrique les gens sont divisés en groupes qui existent pour des raisons surtout ethniques. Ces groupes sont faciles à manipuler les uns contre les autres. Ainsi, en Côte d'Ivoire, il existe deux grands groupes en zone forestière et deux groupes en zone sahélienne, chacun ayant ses traditions, son roi, ses familles nobles. L'ancien président du pays, Houphouët-Boigny, avait une politique qui répondait à une idée toute simple : il faut donner à chaque groupe ethnique en situation de paix au moins autant que ce qu'il peut espérer gagner par la guerre. C'est un argument économique. Si tel groupe pense qu'il peut gagner beaucoup en faisant la guerre, il faudra, pour l'en dissuader, lui en donner autant. Problème : en 1999, la Banque Mondiale a imposé à ce pays des réformes de politique économique qui n'ont pas tenu compte d'un de ces groupes ethniques, spécialisé dans le commerce. Celui-ci s'est trouvé totalement exclu à l'occasion d'une réforme de la commercialisation du café et du cacao. En octobre 2001, lorsque je me suis rendu en Côte d'Ivoire, on m'a demandé s'il y avait un risque de guerre civile. J'ai dit oui, mais on peut l'éviter. Sauf que je n'ai pas été compris. Pour moi, c'est une défaite importante : je ne sais toujours pas comment on passe de la compréhension des phénomènes, à la persuasion et la conviction, mais ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas continuer à se battre ! En tout cas, moins d'un an après, la guerre civile se déclenchait.

Autre exemple d'économie des conflits : l'Éthiopie, dont les régions montagneuses sont peuplées de chrétiens - ce sont des tribus venues du Yémen et d'Arabie qui ont été christianisées très tôt - et dont les vallées sont habitées par des populations musulmanes. Pour maintenir leur pouvoir millénaire, les chrétiens n'ont cessé d'essayer d'écraser ces populations musulmanes d'éleveurs, notamment en les affamant. Résultat : 30 ans de guerre civile et des massacres répétés, notamment sous le régime de Mengistu, qui a pris le pouvoir militairement en 1974. En 1991, ce gouvernement se fait renverser à son tour par d'autres chrétiens, d'origine arabe. À ce moment-là, la Communauté Européenne finance une équipe d'économistes pour résoudre les problèmes de l'Éthiopie. Nous sommes partis là-bas en février 1992. Nous savions qu'il était inutile d'investir dans ce pays tant que le problème politique ne serait pas réglé. Dès lors que tel groupe ethnique

serait avantagé, la guerre recommencerait. Nous avons donc préconisé de répartir équitablement la richesse entre les divers groupes. Ces réformes ont eu lieu. Elles ne correspondaient pas tout à fait à ce que nous avions conçu mais depuis, une paix relative s'est instaurée.

Pour conclure, j'insisterai sur deux messages principaux : d'abord, c'est la passion, selon moi, qui est à la base de la réussite universitaire. Quand vous êtes passionnés, vous pouvez même apprendre les mathématiques ! Ensuite, il faut savoir qu'on peut imposer sa passion. Il ne suffit pas d'être passionné tout seul dans son coin. Il faut aussi la faire partager, faire son chemin, innover, proposer. Je vous souhaite de réussir dans cette voie et de tracer votre propre route ! »

LE POINT DE VUE D'UN AFRICAIN

« J'AI L'ESPOIR D'ÊTRE UTILE À MON PAYS »

LA VIE D'UN ÉLÈVE AU CONGO

Avant tout, je vous dis : « Mbote nabino ! ». Dans ma langue d'origine, cela signifie bonjour à vous tous. Vous l'avez compris, je ne suis pas économiste, mais chimiste et c'est en modeste témoin que je viens vous parler de l'Afrique, un continent d'où je viens. Je suis né au Congo-Brazzaville, dans un village qui s'appelle Kana-Nyanga, à 850 km de la capitale. Je suis allé d'abord à l'école primaire – il n'y avait pas de maternelle – qui se situait à 4 km de chez moi et qui permettait de rassembler les enfants de 5 autres villages. Nous y allions pieds-nus, nous amenions notre repas le matin, que nous accrochions sous les manguiers ou les palmiers et quand il pleuvait, le repas était totalement trempé. Comme le climat est tropical et qu'il pleuvait pratiquement six mois sur douze, vous imaginez ce qu'on pouvait vivre ! Nous n'avions pas de cartable non plus. Mais nous étions malins et pour éviter de porter nos livres et cahiers tout le long de la route, nous les laissions sur la route, à l'abri d'un pont. Là encore, dès qu'il y avait une forte pluie, toutes nos affaires étaient emportées... Du coup, les enseignants avaient trouvé l'astuce de tout nous apprendre sur place, en marquant tout sur le tableau noir et cela pour les six niveaux – du CP au CM2 – car nous étions tous réunis au sein de la même classe.

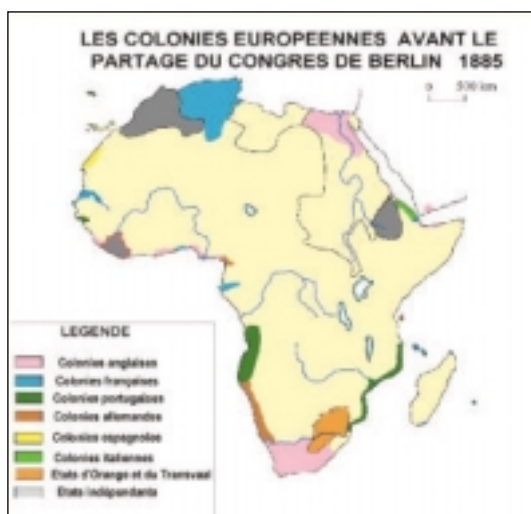
Lorsque je suis entré en CE2, l'instituteur m'a parlé du « concours de bourse », qui permettait d'obtenir 900 francs CFA, ce qui faisait à peu près 18 francs français à l'époque... Ce concours se déroulait à 80 km du village. Je l'ai passé à 11 ans et je l'ai obtenu. J'ai ramené cet argent à la maison. Après, au CM2, il y avait le concours d'entrée en sixième et le



ZÉPHIRIN MOULOUNGUI : ITINÉRAIRE D'UN ENFANT CONGOLAIS

De nationalité française et d'origine congolaise, Zéphirin Mouloungui a mené d'abord ses études universitaires en sciences physiques et chimiques à Brazzaville. Il est aujourd'hui Directeur de recherches de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA), spécialiste de la chimie industrielle des plantes oléagineuses. Il mène ses travaux de recherche à l'École Nationale Supérieure des Ingénieurs en Arts Chimiques et Technologiques (ENSIACET) dans le domaine de la lipochimie, c'est-à-dire la chimie des corps gras (huiles animales et végétales à des fins alimentaires et industrielles). Souvent sollicité comme expert au plan national et international, il a reçu, en mars 2004, la médaille Chevreul de l'Association Française d'Étude des Corps Gras (AFECG) récompensant ses travaux de recherche.

diplôme de fin d'école primaire. Si vous l'aviez, vous pouviez tout de suite entrer dans l'administration. Moi j'ai choisi la voie du collège. Et quand je suis arrivé en troisième, là aussi, il y avait la possibilité de passer le brevet pour aller dans une école normale afin de devenir enseignant ou bien d'entrer en seconde. J'ai encore choisi de continuer. J'ai donc quitté le village pour aller dans les grandes villes où je ne connaissais absolument personne. J'ai fini le lycée et je suis entré à l'Université. J'avais cependant un problème : la question des moyens financiers se posait, car les bourses étaient rares. Mais un jour, dans la cour, quelqu'un m'a annoncé que j'avais obtenu une bourse française, qui permet d'accéder gratuitement à la bibliothèque universitaire, du Centre Culturel Français et de commander ces livres à l'extérieur. Je suis resté ainsi trois ans à l'Université de Brazzaville. Pour continuer, il fallait aller à l'étranger car à mon époque, l'Université s'arrêtait là. J'ai eu l'opportunité d'aller en France où j'ai fait une maîtrise à l'Université des Sciences et Techniques du Languedoc, à Montpellier, puis un DEA et une première thèse. Quand j'ai terminé cette première thèse je pensais rentrer au Congo, mais on m'a dit qu'il fallait essayer de faire autre chose. Et j'ai choisi d'étudier ce qu'on appelle la catalyse chimique, qui consiste à comprendre les mécanismes des réactions chimiques.



Un continent disloqué par la colonisation

Dans l'histoire de l'Afrique, il y a un avant et un après. La date clé ? 1885, année au cours de laquelle a lieu la conférence de Berlin. Avant, le continent forme quasiment un bloc uni, à l'exception de quelques colonies européennes. Après, tout est disloqué, démembré, émietté. Que s'est-il passé ? À la demande des Portugais, le Chancelier allemand Bismarck a tout simplement convoqué, à Berlin, les États-Unis et treize pays européens pour se partager l'Afrique. En trois mois, tout le territoire est annexé, le « gâteau » partagé, avec des frontières dessinées arbitrairement, à coups de grandes lignes droites. La France obtient ainsi l'Afrique de l'Ouest, l'Allemagne se réserve l'Afrique de l'Est et l'Angleterre le Sud, tandis que la Belgique s'approprie l'Afrique Centrale, renommé « État indépendant du Congo ». Sans oublier, des morceaux ça et là attribués aux Portugais, aux Italiens, à la Turquie ou l'Autriche-Hongrie. Bref, plus une portion de l'Afrique n'est laissée libre. Dans les années qui suivirent, la rivalité entre les pays européens ne cessa de faire bouger les frontières, pour déboucher sur le découpage en une cinquantaine d'États. Une colonisation qui, pour Zéphirin Mouloungui, est l'une des causes essentielles de la dislocation de l'économie de son continent d'origine. Une détérioration qui ne cesse d'empirer, malgré des richesses naturelles énormes.

CHERCHEUR POUR AIDER SON PAYS

Je voulais en effet étudier les substances naturelles, car elles sont nombreuses au Congo, où je pensais donc pouvoir être utile par la suite. C'est le laboratoire de chimie agro-industrielle de Toulouse qui m'a accueilli pour faire cette seconde thèse d'État, que j'ai passée en 1987.

Aujourd'hui, je suis donc chercheur et je gagne ma vie avec des contrats que je trouve moi-même : je présente mes projets à des industriels qui décident ou non d'aider à les financer.

Je travaille sur les oléoprotéagineux : « oléo » désigne les lipides et « protéagineux » concerne les protéines. Ce sont deux constituants majeurs des graines de certaines plantes, telles que le tournesol, le soja ou le colza, qui fournissent des huiles et des protéines. Ainsi, l'huile de soja, dont l'origine est la Chine, est produite aux États-Unis pour ces fameuses protéines, qui servent à nourrir les animaux. Quant à la production d'huile, la plus grande partie est destinée à la consommation humaine, le reste servant à la chimie. C'est sur cette partie-là

que je travaille. Pourquoi est-elle intéressante ? Vous savez que depuis les années quatre-vingt-dix, plusieurs conférences internationales ont posé le problème du devenir de l'environnement. La chimie à partir du pétrole, notamment, a causé de fortes pollutions, pour produire les plastiques, les huiles lubrifiantes, les carburants ou les solvants que nous utilisons. En plus de la pollution, ce secteur se heurte au problème de l'épuisement des ressources pétrolifères dans le monde. En fonction de ce constat, comment faire pour que la chimie entre dans une logique de développement durable ? Avec d'autres chercheurs, nous pensons que les végétaux peuvent fournir des molécules semblables à celles du pétrole. Avec cet avantage : les plantes, elles, se renouvellent. Cette énergie ne peut pas s'épuiser. Sans oublier que cela peut permettre de découvrir de nouvelles molécules et de nouvelles propriétés utiles à la protection de l'environnement : à partir des végétaux, nous pouvons par exemple obtenir des matières biodégradables.

LES HUILES VÉGÉTALES : UN ESPOIR POUR L'AFRIQUE ?

Pour revenir à l'Afrique, ce continent produit justement l'huile de palme, qui est la deuxième au monde après l'huile de soja. Elle est issue des fruits du palmier à huile : leur pulpe donne l'huile de palme et leur amande donne l'huile de palmiste. Ce palmier est originaire de l'Afrique de l'Ouest, principalement de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Bénin, ainsi que de l'Afrique Centrale, notamment en République Congo Démocratique, au Congo Brazzaville et au Cameroun. Mais, à partir de 1848, des jeunes plants ont été amenés en Indonésie, où la production se développe fortement depuis 50 ans. La Malaisie est ainsi couverte de ces palmiers, destinés à produire les deux huiles qui servent à l'alimentation, mais aussi à l'industrie des détergents (lessives, savons, shampoings...) qui recouvre un marché énorme. Or, pour ce type de produits nettoyants, l'huile de palme est vraiment la meilleure. De plus, le palmier en question a un rendement très élevé et vit longtemps. C'est une plante dite pérenne et en s'organisant bien, la Malaisie en tire énormément de revenus. À tel point que c'est le prix des huiles de palme et de palmiste qui « pilote » les cours de la bourse à Kuala Lumpur. Sauf que cette matière première qui était africaine échappe au « continent noir » faute de structures, d'organisation, d'administration, et profite à d'autres régions du monde. Même chose pour l'énergie : pourquoi ne pas développer des carburants à partir des végétaux ? C'est le cas du Diester, obtenu par un mélange d'ester méthylique issu du colza et de gazole. C'est une solution concrète qui existe au plan européen, pour ne pas dire mondial. L'Afrique pourrait-elle suivre aussi le même itinéraire ? C'est en tout cas cet espoir qui me pousse à continuer mes recherches ».



QUESTIONS ET RÉPONSES

QUE PEUT DEVENIR L'AFRIQUE FACE À LA MONDIALISATION ?

Effets de la mondialisation sur les coutumes locales, mode de vie copié sur l'Europe, scandales financiers de grands groupes pétroliers français, corruption... Les remarques et les questions des lycéens n'ont pas manqué de pointer que l'attitude des pays riches contribue actuellement à empirer la situation africaine. De retour du Congo, Zéphirin Mouloungui témoigne, en réponse, de ce qui l'a choqué sur place. Jean-Paul Azam, de son côté, nuance la situation, en éclairant le concept de mondialisation, en évoquant les quelques points positifs de l'action de la France, et en rappelant le rôle essentiel de l'économie, y compris sur la culture.

Pourriez-vous nous réexpliquer ce qu'est l'économétrie et quelle est son utilité ?

Jean-Paul Azam : L'économétrie c'est, comme je le disais, l'étude statistique qui porte sur les relations entre les variables. Pourquoi est-ce important en économie ? Nous ne pouvons pas faire en économie des expériences contrôlées comme le pratique la biologie, par exemple. En clair, nous ne pouvons pas soumettre la population de tel pays à tel traitement, pour des raisons éthiques. Nous sommes donc obligés de tester nos hypothèses d'une autre manière : nous les traduisons sous la forme de relations mathématiques. Dans ce cadre, l'économétrie permet de savoir si telle variable est importante ou non. Sur la base de ces travaux statistiques, nous collectons des données et nous mesurons des phénomènes. Prenons le cas de l'Afrique. Nous y faisons des enquêtes de terrain, où nous interrogeons par exemple 400 entreprises du Sénégal. Nous leur

passons un questionnaire d'une centaine de questions : quel volume elles produisent, combien ont-elles de salariés, combien de fois ont-elles été freinées par les impôts, etc. Tous ces chiffres sont des variables. Une fois que nous les avons toutes, nous allons émettre des hypothèses : si telle variable change (le nombre de salariés par exemple), cela va avoir tel effet sur les entreprises. C'est ensuite l'économétrie qui va nous permettre de tester si c'est vrai ou faux. Ce sont des tests statistiques.

C'est une démarche assez humble car nous savons très bien que nous ne pouvons jamais prouver que quelque chose est vrai. Nous pouvons juste dire que ce n'est pas faux. Cela permet de rejeter un grand nombre d'hypothèses. Notamment, celle qui prétendait que les incitations économiques n'intéressaient pas les paysans africains et qu'il n'y avait que la coutume qui les concernait. Ce n'est pas vrai. Nous avons mené des travaux économétriques et constaté qu'en augmentant de 10 % le prix d'achat du riz aux paysans de Côte d'Ivoire, la production augmente jusqu'à 20 %.

Quel est votre avis sur l'impact que pourrait avoir la mondialisation sur le développement économique de l'Afrique ?

Jean-Paul Azam : La mondialisation, c'est un phénomène normal de l'humanité. Depuis toujours, les marchés ont été ouverts, sauf à la suite de la crise de 1929. Mais la mondialisation comporte plusieurs dimensions : la migration de la main-d'œuvre, les mouvements de capitaux, la liberté du commerce... Personnellement, je pense que les freins mis à l'émigration, donc un obstacle à la mondialisation, ont fait beaucoup de mal à l'Afrique. Un exemple très simple. Les Africains qui migrent en France viennent principalement d'un groupe ethnique, les Soninkés, qui habitent dans la haute vallée du fleuve Sénégal et qui sont à cheval sur le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Depuis 150 ans, toutes les familles Soninkés envoient un migrant qui reste deux ou trois ans en France, puis qui repart dans son pays avec de l'argent. Le cadet vient ensuite prendre sa place etc.

En 1974, le gouvernement français ayant limité leur entrée, ces Africains ont continué d'entrer dans l'Hexagone mais illégalement. Du coup, ils essaient de rester plus longtemps. Il y a donc certes moins de gens qui viennent, mais ils sont quand même plus nombreux à y vivre. C'est un des effets pervers du système. Depuis la nuit des temps, il y a eu des migrations et des mécanismes de protection. Paradoxalement, par rapport aux mouvements de population, nous sommes dans une période de faible mondialisation. En revanche, les mouvements de capitaux se sont accélérés. Cela dit, eux aussi ont toujours existé : par des chemins légaux ou illégaux, le capital a toujours circulé. Certains disent qu'il faudrait taxer ces mouvements. Sauf que cela ne les arrêtera pas : cela augmentera simplement le volume des mouvements illégaux. Car il n'est plus possible de freiner cette cir-



culatation d'argent à l'heure d'Internet. Il faut en effet comprendre que ce n'est pas l'argent qui circule, mais des écritures : je te dois de l'argent, tu me dois de l'argent. Un exemple : on connaît bien, par les écrits de Cicéron au II^e siècle avant J.-C., l'état des mouvements de capitaux à l'époque romaine. À l'époque, il s'agissait de grosses pièces, dans de grands sacs très lourds. Cet argent ne circulait jamais. Les mouvements de capitaux consistaient à écrire : « Je te donne mes créances », « tu me vends tes dettes » etc. Cicéron lui-même qui circulait de l'Asie Mineure jusqu'en Europe du Nord n'a jamais voyagé avec des pièces de monnaie. Donc taxer n'est pas une solution.

Est-ce que l'argent circule aussi en Afrique ?

Jean-Paul Azam : C'est un continent d'où l'argent part énormément. On considère que plus de la moitié du capital africain privé est placé à l'extérieur, dans des banques européennes ou américaines. Mais, en même temps, ces banques placent leur argent dans les pays pauvres, en particulier en Afrique. Vous allez me dire : « C'est idiot : pourquoi les Africains n'investissent pas directement leur argent sur place ? ». Sauf que s'ils ne l'investissaient pas dans les banques, celles-ci auraient moins d'argent à investir en Afrique. Au total, il n'est pas clair que l'Afrique perde des capitaux plus qu'elle n'en gagne. Simple-ment, comme ce sont des investissements très risqués, le système bancaire africain n'est pas assez développé pour fournir des garanties, des assurances qui protègent l'argent investi sur place. Pour investir dans des projets très risqués, il faut de grosses structures financières. D'où le fait que l'argent épargné en Afrique est placé à l'extérieur auprès de gros agents financiers, qui peuvent absorber des chocs et des risques beaucoup plus importants.

Même si on parvenait à réduire ce mouvement de capitaux, je pense qu'il partirait encore plus d'argent et il en rentrerait moins en Afrique.

Est-ce que l'Afrique souffre du commerce international ?

Jean-Paul Azam : Sur les marchandises, je crois que les pays africains qui ont eu des périodes de prospérité sont les pays exportateurs : la Côte d'Ivoire qui, avant la période des guerres civiles, a connu un développement exemplaire, est exportatrice de café et cacao. Le Kenya également, qui connaît une croissance raisonnable. Les exportations agricoles sont donc essentielles. En revanche, les pays qui ont des ressources minières et pétrolières ne se développent pas, car ces richesses sont faciles à voler : cela entraîne des guerres civiles et une forte corruption qui s'empare de cet argent. Regardez les pays riches : à l'exception des États-Unis, ce sont des pays qui n'ont pas de ressources naturelles. Si l'on veut vraiment réfléchir aux moyens d'aider les pays pauvres à se développer, il faut réfléchir à la manière de mieux gérer ces marchés de matières premières. Ainsi, en Sierra Léone, tant qu'on a laissé le marché international sans contrôle, il y a eu ce que nous

avons appelé les « Blood diamonds », les diamants du sang, en raison de la guerre civile a continué. Dès que s'est mise en place la traçabilité des diamants – on ne pouvait acheter que les diamants arrivés sur le marché officiel par des chemins légaux – la guerre civile s'est arrêtée, faute d'argent. Je crois donc que c'est, non pas en tentant de stopper la mondialisation – ce qui est impossible – mais en améliorant le fonctionnement du marché mondial qu'on peut servir au maximum ces pays.

Zéphirin Mouloungui : Demandez à un industriel qui ne fabrique qu'un seul produit s'il va se développer. Non, il n'y a pas de développement s'il n'y a pas de diversification. En Afrique, sans transformation des produits sur place, il n'y aura pas non plus de diversification. Actuellement, toute la matière première est exportée. Rien n'est gardé pour essayer d'en transformer au moins une partie, ce qui permettrait de développer un tissu économique.

Quand on veut transformer les produits sur place, qu'est-ce qui se passe ? Imaginons que vous souhaitez faire de la confiture à partir de fruits africains. Eh bien, vous ne pourrez pas l'exporter dans les pays riches qui pourraient l'acheter, car ils auront peur que la confiture contienne des bactéries, que la transformation ait été mal faite etc. C'est d'ailleurs ce qui arrive pour les fromages français aux États-Unis.

Dans un avenir proche, y a-t-il des régimes politiques africains qui pourraient jouer un rôle favorable pour l'évolution sociale des paysans ?

Jean-Paul Azam : Ces trente dernières années, les grandes orientations politiques se sont contentées de se demander : « Est-ce qu'on exploite les paysans à fond ou seulement un peu, est-ce qu'on les laisse s'enrichir ? ». Les pays qui ont assez bien réussi sont ceux où les paysans étaient au pouvoir ou très proches du pouvoir. Le Kenya à l'époque de **Jomo Kenyatta** pour les producteurs de café, la Côte d'Ivoire à l'époque d'Houphouët-Boigny pour le cacao, les avocats, l'ananas, etc. À l'inverse, les régimes qui ont essayé d'exploiter au maximum les paysans, au Mozambique ou au Ghana, ont vu très vite leur économie s'effondrer car ce sont les exportations agricoles qui finançaient le développement, y compris la diversification industrielle. Votre question est donc très pertinente : les régimes politiques jouent un rôle absolument essentiel dans le développement.

Que pensez-vous de l'action de la France en Afrique ? N'y a-t-il pas eu des aberrations, par exemple par rapport au pétrole et aux scandales liés à de grands groupes qui ont appuyé des dictateurs ?

Zéphirin Mouloungui : Je résumerai votre question en parlant du clientélisme. Hélas, les responsables du Nord ont longtemps fonctionné de cette façon-là. Il leur fallait des têtes sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer pour pouvoir travailler en Afrique. Juste une anecdote. Je revenais de Brazzaville en 1997 et

Jomo

Kenyatta :

il fut le premier Premier Ministre du Kenya, en 1963, lorsque ce pays a accédé à l'indépendance. Il sera ensuite Président de la République, de 1964 à 1978, date à laquelle il décède.



ZONE FRANC

La zone Franc est un espace monétaire unique, issu de l'ancien empire colonial français. Elle regroupe 15 pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad et Comores) et la France. Cette zone s'est constituée progressivement à partir de 1959 et continue actuellement de fonctionner. Cette coopération monétaire semble avoir permis aux pays de la zone Franc d'acquiescer une relative stabilité économique.

J'étais dans l'avion à côté d'un jeune Français. Il venait de Paris, envoyé par son père qui faisait du business au Congo et qui voulait savoir quelle était la situation politique dans ce pays. En fait, la guerre civile y avait éclaté, et cet homme d'affaires voulait vérifier que cela lui permettrait d'y investir par la suite, dans le cadre d'une économie qui a besoin de se reconstruire. Vous comprendrez que ce n'est pas de cette façon-là qu'on peut travailler avec l'Afrique.

Jean-Paul Azam: S'il fallait faire un bilan, est-ce que l'action de la France est positive ou négative ? Il est très difficile de répondre. Il y a effectivement des phénomènes politiques importants comme le scandale d'Elf-Aquitaine, où un tout petit nombre de gens s'en sont mis plein les poches, dont des hommes politiques africains. La France a souvent considéré les pays du tiers-monde comme un moyen de gagner de l'argent pour certaines catégories de personnes. Pour vous donner une idée des défauts du système français, pendant la période coloniale, il y avait autant de fonctionnaires français au Maroc, qui ne comptait à l'époque que 5 millions d'habitants, que de fonctionnaires anglais dans l'Empire des Indes... Reste que parfois, la France a eu un rôle utile et efficace. Quand le Tchad a demandé à l'armée française de l'aider face à l'agression libyenne, par exemple. Ou quand nous avons créé le système de **la zone franc** qui a garanti pendant des années une certaine prospérité aux pays qui en ont fait partie. Bref, la France a produit d'excellentes choses et de très mauvaises. Pour résumer tout cela, je citerai une anecdote. J'étais invité à un dîner, en Guinée, où nous parlions de la décolonisation avec un membre du Gouvernement. Celui-ci a commencé sa phrase par une expression très révélatrice : « Quand la France nous a imposé l'indépendance... ».

LE FRANC CFA

(qui signifiait Colonies Françaises d'Afrique), créé en 1945, en a été la monnaie unique avant l'adoption de l'Euro, qui le remplace depuis 1999.

L'Afrique est-elle en train d'adopter le mode de vie européen et américain ?

Zéphirin Mouloungui: J'étais à Brazzaville cet été et j'ai constaté que les Congolais souhaitaient accéder à la société de consommation. Certains y parviennent, mais la situation est très contrastée. Ainsi, j'ai vu une famille qui possédait au moins 3 ou 4 téléphones portables, mais qui ne pouvait recevoir aucun courrier car il n'y avait ni poste ni facteur. Ils ne pouvaient pas avoir de nouvelles des parents qui

étaient restés au village et, en même temps, ils étaient dans ce que j'appelle l'instantanéité avec leurs téléphones. Cela me choque. De même, dans le restaurant congolais où j'ai dîné, le menu affichait des plats sénégalais, européens et chinois... Chez les jeunes, la manière de s'habiller et la musique qu'ils écoutent sont les mêmes qu'ici. Ils sont dans un monde instantané avec des outils de communication qui véhiculent très vite les messages. Et juste à côté, certains ont des difficultés à survivre. Cela me fait peur.

J'ai toujours dit qu'il faudrait des sociologues pour nous aider à comprendre comment rendre compatible le développement économique avec le mode de vie. Si vous allez à l'intérieur du pays, dans les villages, cela devient encore plus frappant. Les gens y sont cultivés – ce qui n'était pas le cas à mon époque – ils parlent au moins deux ou trois langues nationales, mais ils ont perdu la solidarité entre eux. Autrefois, les familles mettaient les récoltes en commun et se partageaient les semences. Ce mode de vie n'existe plus. Les villageois se contentent d'utiliser ce qui vient de loin. Dans ces villages perdus, j'ai vu des sachets de plastique noir traîner par terre, ce qui dégrade un environnement déjà en difficulté. Croyez-moi, j'ai eu mal à l'estomac.

Jean-Paul Azam: Les gens s'adaptent de façon différente aux influences culturelles. La vie à Albi n'est pas la même que celle menée à Clermont-Ferrand ; la vie à Brazzaville n'est pas la même que la vie à Abidjan. Selon moi, les cultures locales ne sont pas menacées. Il faut avoir confiance. La bonne musique malienne, zaïroise ou congolaise n'est pas détruite par le modèle de consommation occidental. Au contraire, elle s'exporte.

Par ailleurs, la situation économique joue un rôle important. Un exemple très simple : avant la dévaluation du **franc CFA** en 1994, Abidjan importait énormément de viande congelée d'Argentine. Après la dévaluation, la viande était issue du Burkina Faso. Quand la monnaie est surévaluée, on importe beaucoup. Quand la monnaie a un cours plus raisonnable, on utilise davantage les ressources locales. C'est logique : si la viande importée d'Argentine est deux fois moins chère que le poulet venant de Ouagadougou, eh bien on mangera de la viande argentine, c'est tout. Souvent, on mène de longs débats sur la culture, alors que la clé réside dans le débat économique.



QUELQUES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

AFRIQUE, AFRIQUES : DIVERSITÉ D'UN CONTINENT

- AFRICA-ONWEB
<http://www.africa-onweb.com/index.html>
Le site présente chaque pays : histoire, économie, tourisme, faune... Il donne également des informations sur tout le continent africain : végétation, géologie, éducation, santé, population, institutions de la Pan Afrique.

- AFRIQUE INDEX
<http://www.afriqueindex.com>
L'annuaire des sites africains classés par pays et par catégories. On consultera en particulier les catégories Actualités/Médias et Affaires/Economie.

- ALMEIDA-TOPOR, Hélène d'. *L'Afrique au XX^e siècle*. Armand Colin, 2003. Collection U
Une histoire contemporaine du continent africain (colonisation et décolonisation, crises et sous-développement) qui met en relief la complexité et la totalité de l'Afrique.

- BLANCHARD Pascal, LEMAIRE, Sandrine. *L'Afrique, un continent, des nations*. Milan, 1997. Les essentiels Milan
Un ouvrage pour adolescent qui tente de faire découvrir une Afrique plurielle à travers son passé, son actualité politique et économique, son avenir.

- DUBRESSON Alain, MARCHAL Jean-Yves, RAISON Jean-Pierre. *Les Afriques au Sud du Sahara*. Belin, 1994.
Géographie universelle
Les auteurs présentent les problèmes de l'Afrique en regroupant les territoires en sept sous-ensembles différents : Sahels, Afrique des Guinées, Afrique du Centre, Afrique de l'Est, Afrique du Sud, Madagascar et îles du Sud-Ouest de l'océan Indien. Pauvreté, faim et maladies, agriculture, développement économique sont étudiés dans la variété de chaque région.

- SELLIER, Jean. *Atlas des peuples d'Afrique*. La Découverte, 2003. Atlas Panorama des peuples d'Afrique répartis sur 53 pays

ayant toujours en usage plus de mille langues. Analyse de l'évolution politique récente état par état.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

- AfriKECO : le portail des entreprises africaines
<http://www.afrikeco.com>
AfriKECO propose des brèves d'actualité économique, un annuaire des entreprises et acteurs économiques africains, des offres et demandes d'emploi, des dossiers économiques etc.

- BÉNAFLA, Karine.
Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces, pratiques. Karthala, 2002.
Une enquête sur la montée en puissance des activités économiques dans une partie de l'Afrique centrale.

- CHARLERY DE LA MASSELIÈRE, Bernard.
Quelle évolution pour les paysans d'Afrique noire, dans le cadre de la fin d'un modèle colonial de développement ? Mission Agrobiosciences, 2003.
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=284

Dans le cadre des café-débats de Marciac, la Mission Agrobiosciences a invité l'auteur, professeur à l'Université du Mirail, à une conférence sur l'agriculture en Afrique. Un dossier (texte de la conférence et des interventions du public, notes et références bibliographiques « pour aller plus loin ») est consultable et téléchargeable sur le site.

- CHOUAIBOU MFENDOU, Modeste.
L'Afrique à l'épreuve du développement durable. L'Harmattan, 2002
Le développement durable est un nouvel enjeu pour l'Afrique. S'adapter aux nouvelles exigences écologiques nécessite innovation et solidarité.



- DEVÈZE, Jean-Claude. *Le réveil des campagnes africaines*. Karthala, 1996
Malgré la pauvreté des paysans, des dynamiques de développement liées à des filières de production comme le coton apparaissent un peu partout. Les campagnes africaines se réveillent pour préparer leur avenir.
 - DUBRESSON Alain, RAISON Jean-Pierre. *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*. Armand Colin, 2003. Collection U
L'Afrique subsaharienne traverse une crise profonde liée à des dérèglements économiques et politiques. Les auteurs abordent en particulier les questions de démographie, d'agriculture, de croissance urbaine, de crise des encadrements, de régionalisation et de mondialisation.
 - Hakim Ben Hammouda, dir. *Les économies de l'Afrique centrale 2002 : pauvreté en Afrique centrale : état des lieux et perspectives*. Maisonneuve et Larose, 2002
« Ce rapport sur la situation économique et sociale en Afrique Centrale présente les évolutions récentes des économies de la sous-région tout en mettant en exergue les limites des politiques socio-économiques face à la rapide
 - progression de la pauvreté depuis quelques années. »
Extrait de la présentation de l'éditeur.
 - HUGON, Philippe. *Économie de l'Afrique*.
La Découverte, 2003. Repères
Regard sur l'économie de l'Afrique subsaharienne, examen des politiques économiques et des enjeux permettant de définir de nouveaux horizons.
 - LATOUCHE, Serge. *L'autre Afrique : entre don et marché*. Albin Michel, 1998.
« Des forgerons sonninké de Kaedi (Mauritanie) aux ménagères de Grand Yoff (Sénégal) en passant par les guérisseurs de Douala (Cameroun), j'ai tenté de percer le mystère économique de cette vie conviviale contre les chiffres... L'esprit du don irrigue tous les « bricolages » qui font pièce aux effets mortifères de la mondialisation. »
Extrait de la dédicace de l'auteur.
 - Mouandjo Lewis, Pierre Bombi. *Crise et croissance en Afrique : l'économie politique de l'Afrique au XXI^e siècle*. 3 tomes. L'Harmattan, 2002
Les trois tomes sont consacrés aux problèmes socio-économiques et politiques de l'Afrique : rappel de l'économie coloniale, mécanismes de la dette, agriculture et ressources naturelles, échanges commerciaux avec l'extérieur, facteurs de développement, rôle d'un état fort et d'un régime pluraliste dans une économie de marché.
 - ROCHE, Pierre-Alain. *L'eau, enjeu vital pour l'Afrique*.
Afrique contemporaine, n° 205, 2003. Documentation française
Un dossier spécial sur l'eau : approche politique, eau et assainissement, tarification de l'eau, approvisionnement en zones urbaines, aménagements hydro-agricoles...
 - WAGO, Jean-Baptiste N. *L'Afrique face à son destin*. L'Harmattan, 1997
Une étude sur les causes des difficultés que vit l'Afrique noire au point de vue économique et un aperçu sur son avenir.
- ### L'AFRIQUE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
- DIAKITÉ, Tidiane. *L'Afrique et l'aide ou comment s'en sortir*. L'Harmattan, 2002
L'auteur, originaire du Mali, présente les diverses facettes de l'aide internationale et de ses effets catastrophiques sur l'économie. Il propose une stratégie pour sortir du marasme qui dure depuis la décolonisation.
 - <http://www.banque mondiale.org>
Aperçu de la manière dont la Banque mondiale utilise ses ressources financières pour aider les populations et les pays les plus pauvres. On pourra chercher sur ce site les actions et les projets menés en Afrique : lutte contre le SIDA, allègement de la dette, éducation...
 - <http://www.imf.org/external/fre/index.htm>
Une des missions du FMI (Fonds Monétaire International) est la réduction de la pauvreté dans le monde entier, soit de façon indépendante, soit en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres organisations. Le site présente des fiches techniques et thématiques sur ses activités en Afrique.
 - GUÉNEAU Marie-Christine, LECOMTE Bernard J. *Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide*. L'Harmattan, 1998
Ce livre est le fruit de coups de colère de deux évaluateurs de projets qui considèrent que l'aide au développement freine



trop souvent les initiatives locales. Les auteurs analysent les pratiques, font des propositions de changement de méthodes des ONG comme des coopérations publiques.

• VAN DE WALLE Nicolas, JONHSON Timothy A. *Repenser l'aide à l'Afrique*. Karthala, 1999. Économie et développement
L'aide publique au développement (APD) fournie par les pays donateurs joue un rôle essentiel dans le financement des investissements publics et des budgets des états africains. L'ouvrage rend compte d'études de cas menées dans plusieurs pays (Botswana, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Sénégal, Tanzanie, Zambie...).

• VERSCHAVE, François-Xavier. *Noir silence : qui arrêtera la Françafrique ?* Les Arènes, 2001
Ce livre est un réquisitoire : l'auteur, président de l'association humanitaire Survie, dénonce le système néo-colonial qui lie la France à l'Afrique ; il accuse les gouvernements français, de gauche comme de droite, de favoriser la corruption pour leur propre profit.

L'AFRIQUE DANS LA MONDIALISATION

• BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. *Rapport sur le développement en Afrique 2003 : l'Afrique dans l'économie mondiale*. Économica, 2003
La mondialisation et le développement de l'Afrique : statistiques économiques et sociales.

• BART, François, dir, LENOBLE-BART, Annie, dir. *Afrique des réseaux et mondialisation*. Karthala, 2003
La dynamique des réseaux sociaux et ses conséquences (positives ? négatives ?) sur la participation à la mondialisation.

• BOLYA, Baenga. *Afrique, le maillon faible*. Serpent à plumes, 2002
« Une charge au vitriol, écrite par un Africain, contre les chantres de la mondialisation et contre les pilleurs de toutes sortes : un pamphlet pour réveiller ceux (trop nombreux) qui ferment les yeux sur ce continent. »
Extrait de la présentation de l'éditeur.

• *Conférence internationale sur le commerce et l'investissement : pour une Afrique qui tire bénéfice de la mondialisation*. OCDE
<http://www.investtrade-inafrica.org/FR>
Afin d'apporter des réponses concrètes aux problèmes complexes soulevés par la mondialisation, l'OCDE a organisé une conférence internationale sur le commerce et l'investissement à Dakar en avril 2003.
Le site donne les conclusions et les propositions de ces journées internationales.

• *Conférence sur le financement du NEPAD*
<http://www.nepadsn.org/index.html>

Présentation du NEPAD, Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique ; son rôle dans l'accès aux marchés des pays développés.

• DIOUF, Makhtar. *L'Afrique dans la mondialisation*. L'Harmattan, 2002
L'ouvrage cherche à situer l'Afrique par rapport à la mondialisation. L'histoire économique du continent depuis la colonisation explique en grande partie les particularités de son implication.

• TRAORE, Aminata Dramane. *L'état : l'Afrique dans un monde sans frontières*. Actes Sud, 2001
Poids exorbitant de la dette, rôle ambigu du FMI, ingérence extérieure...
L'auteur, ex-ministre de la Culture du Mali, dénonce une mondialisation synonyme d'oppression pour les pays d'Afrique noire.

UN ESPOIR DANS L'AVENIR ?

• FOKAM, Paul K. *Et si l'Afrique se réveillait*. Maisonneuve et Larose, 2003
L'auteur montre que les Africains ont la capacité de trouver en eux-mêmes des solutions à leurs problèmes sociaux et économiques.

• FUTURS AFRICAINS. *Afrique 2025 : quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ?* Karthala/Futurs africains, 2003
L'ouvrage propose quatre scénarios susceptibles d'aboutir dans les décennies futures : aggravation de la crise économique africaine, multiplication des chefs de guerre, perte des valeurs ancestrales consécutive à la mondialisation, croissance économique sans renier l'Histoire.



Le groupe édite également
Ecofiance, mensuel de
l'économie africaine.

• **Ouest Afrique Économie**
<http://www.ouestafriqueeconomie.com>
Mensuel économique de
l'Afrique de l'Ouest.

Syfia international

• <http://www.syfia.com/fr/index.asp>
Principale agence de presse
francophone spécialisée dans
les pays du Sud, et
particulièrement dans l'Afrique.

• *L'Afrique émergente*. OCDE,
2001
L'ouvrage analyse les facteurs
du regain de dynamisme de
certaines économies africaines.
Plusieurs pays tentent de mettre
en place une croissance
durable, leur décollage
économique probable pourrait
s'appliquer à d'autres pays
du continent.

• MERLIN, Pierre. *L'Afrique peut
gagner*.
Karthala, 2001
L'Afrique peut trouver assez vite
le chemin d'un développement
global et harmonieux sur les
plans économiques, social et
culturel. Propositions de
l'auteur, ingénieur
polytechnicien et spécialiste de
l'Afrique.

**POUR ALLER PLUS LOIN :
DES REVUES POUR
SUIVRE L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE DE
L'AFRIQUE**

• *Afrique contemporaine*.
Documentation française
Derniers numéros parus en
2003 :
N° 206 : Côte d'Ivoire
N° 207 : États-Unis, Grande-
Bretagne et Afrique.

• **Jeune Afrique – L'intelligent**
<http://www.jeuneafrique.com/presentation.asp>
Hebdomadaire édité par le
groupe Jeune Afrique qui
présente une édition en ligne.

Dossier réalisé par
Joëlle Caillard. CRDP Midi-
Pyrénées. décembre 2003